

IMT Mines Albi

PROJET DE LEARNING CENTER

Diverses Missions de Contrôle, d'Etude et de Diagnostic

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maître d'Ouvrage

**IMT MINES ALBI
CAMPUS JARLARD
81013 ALBI CEDEX 9**



IMT Mines Albi
École Mines-Télécom

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

A2MO Montauban
24 Grand Rue Sapiac
82 000 MONTAUBAN
05 63 20 31 64 -
montauban@a2mo.fr



TABLE DES MATIERES

A	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1	Dispositions générales	4
2	Objet du marché	5
3	Intervenants	6
3.1	Le Maître de l'ouvrage	6
3.2	Assistant Maître d'Ouvrage	6
3.3	Maîtrise d'œuvre	6
4	Délais d'exécution du marché	7
4.1	Durée du marché	7
4.2	Délais d'exécution	7
4.3	Prolongation des délais d'exécution	7
5	Représentation du titulaire	7
5.1	Personnes physiques habilitées à représenter le titulaire	7
5.2	Désignation de suppléants au représentant du titulaire	7
6	Ordres de service - Modalités des échanges	8
7	Sous-traitance	8
B	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	10
8	Pièces particulières :	10
9	Pièces générales :	10
C	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	10
10	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	10
10.1	Forfait de rémunérations	10
10.2	Contenu des prix	10
10.3	Travaux modificatifs non imputables au titulaire	11
11	Règlement des comptes du titulaire	12
11.1	Présentation des demandes de paiement	12
11.2	Conditions de règlement	12
11.3	Avance	13
11.4	Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif	13
11.5	Solde	15
11.6	Application de la taxe à la valeur ajoutée	15
12	Variation dans les prix	15
12.1	Mois d'établissement des prix du marché	16
12.2	Choix de l'index de référence	16
12.3	Révision des prix	16
13	Paiement des co-traitants et des sous-traitants	16

D	ASSURANCES AVANT ET APRES TRAVAUX	16
13.1	Responsabilité Civile	16
13.2	Responsabilité Décennale.....	17
E	PENALITES, PRIMES ET RETENUES	17
14	Pénalités pour défaut d'assurance.....	17
15	Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué	17
16	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage.....	18
17	Manquements du titulaire non visés par une pénalité spécifique.....	18
18	Lot n°1 et 2 : Travaux supplémentaires imputables au titulaire	18
F	RETENUE DE GARANTIE	19
G	ADMISSION DES PRESTATIONS	19
H	DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	19
19	Protection des données à caractère personnel	19
20	Traitement des données par le maitre d'ouvrage.....	19
21	Traitement des données par le titulaire et ses sous-traitants éventuels.....	19
22	Clause de réexamen	21
I	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	21
J	DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION	22
K	REGLEMENT DES LITIGES	22
L	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	22

A OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1 Dispositions générales

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent diverses missions **dans le cadre de l'opération suivante** :

Réalisation du Projet de LEARNING CENTER, conformément au programme architectural, fonctionnel et technique qui s'y rapporte.

Contexte du projet :

L'IMT Mines Albi a engagé une réflexion quant à l'amélioration des conditions d'accueil de ces étudiants, en valorisant l'attractivité de l'Ecole par une refonte de ses espaces d'entrée, de convivialité et de ressources.

Un Learning Center est un espace dédié au sein d'une institution éducative, conçu pour faciliter l'apprentissage actif, et favoriser ainsi l'acquisition et le partage des savoirs.

Il permet d'offrir un accès étendu à des ressources éducatives variées, des technologies modernes et des espaces de collaboration. Il vise à soutenir la recherche, à développer les compétences académiques et à promouvoir l'innovation, tout en préparant les étudiants à leur future carrière.

Le Learning Center appliqué à IMT Mines Albi

La création d'un Learning Center doit être l'occasion de **réenchanter l'expérience campus IMT Mines Albi**. Le Learning Center IMT Mines Albi vise à créer des **expériences de vie attractives et variées**, des **conditions de travail efficaces et innovantes**, un **lieu d'hybridation** favorisant les interactions entre usagers et bien entendu l'ensemble des espaces pédagogiques, et de vie étudiante, suffisamment dimensionnés pour que ces services soient vécus avec fluidité y compris dans une perspective d'augmentation des effectifs.

Le projet Learning Center s'inscrit par ailleurs **dans la stratégie immobilière de l'Ecole**. Il s'articule notamment avec :

- Le contrat d'objectifs et de performance (COP) 2023-2027 signé entre l'État et l'IMT, qui demande à l'ensemble des écoles de l'IMT d'augmenter significativement le nombre d'élèves formés ;
- Le plan stratégique 2023-2027 de l'IMT Mines Albi décliné en 5 actions structurantes et dont l'action #4 "Transformer le campus au service des transitions" appelle à accompagner les transitions numériques, industrielles, écologiques et sociétales ;
- Le Plan Directeur Immobilier en cours d'élaboration visant à dégager une vision du patrimoine immobilier d'IMT Mines Albi à 10 ans (2032).

Présentation de l'opération

Le projet Learning Center est inscrit au **contrat de Plan Etat-Région 2021-2027** signé le 1^{er} décembre 2022 pour un montant du projet de **4,2 M€ TTC TDC**.

Envisagé initialement dans un bâtiment à construire avec amphithéâtre, salles de cours et salles projet, le projet Learning Center a été réorienté en **opération de rénovation d'une partie du bâtiment Ecole (périmètre travaux d'environ 3000 m² SU)**.

Le déploiement du Learning center dans le bâtiment école a été motivé par les objectifs suivants :

Efficience environnementale :

- La volonté de limiter l'empreinte environnementale du projet, et de maîtriser les consommations énergétiques et d'entretien à venir ;
- En cohérence avec le plan stratégique 2023-2027 d'IMT Mines Albi décliné en 5 actions structurantes et dont l'action #4 "Transformer le campus au service des transitions" appelle notamment à la diminution de l'empreinte carbone de l'IMT Mines Albi et à la sobriété énergétique.

Efficiences patrimoniale

- Le Plan Directeur Immobilier mené parallèlement à l'étude de programmation du Learning Center a pour objectif de reconsidérer l'ensemble des composantes de l'IMT Mines Albi en intégrant les projets en cours, l'augmentation significative des effectifs étudiants et la poursuite du développement des activités :
 - Il a permis d'identifier un faible taux d'occupation des locaux d'enseignement à l'échelle du campus : le taux d'occupation en moyenne au semestre 1 est de 40 % pour les 48 salles TD et salles INFO et 20% pour les 3 amphis.
 - Une analyse des charges horaires sur la base des nouvelles maquettes pédagogiques et intégrant les effectifs prospectifs aboutit à un besoin de 35 salles (1 amphi, 34 salles TD et Info). Une rationalisation et optimisation du parc en salle est donc à mener sur le bâtiment école (principalement au niveau des petites salles localisées en R+1 de l'épi F dont la jauge est inférieure à la taille des groupes en format TD). **Les surfaces optimisées permettent ainsi de redistribuer des m² au projet de Learning Center.**
 - Les augmentations prévisionnelles des effectifs des trois centres de Recherche ainsi que des effectifs administratifs ont également été traduit en surface à occuper à échéance 10 ans. **Le développement de ces effectifs peut être absorbé au sein du bâtiment école moyennant des adaptations de locaux (cf. PDI).**
- ➔ **Ainsi la rationalisation de certaines fonctions permet de déployer le Learning Center dans le bâtiment école et d'écarter un scénario de construction de celui-ci.**

Un cœur de campus à renforcer

- Certaines fonctions constitutives d'un Learning Center et centrales dans l'acquisition et le partage des savoirs sont déjà présentes dans le bâtiment Ecole : le centre de documentation, la cafétéria, les salles projets, le studio audiovisuel, les quelques box de travail à destination des étudiants, l'amphithéâtre d'honneur, etc.
- Le déploiement du Learning Center au sein du bâtiment école doit donc être pensé et organisé :
 - En intégrant voire recentrant ces fonctions pré-existantes ;
 - En développant des services et des usages complémentaires (salle immersives, salle de créativité, show-room, etc.) ;
 - En renforçant l'offre en places assises à destination des étudiants : variété de positions assises, progressivité dans le zonage (espaces calmes, espaces plus ouverts) facilitant la gestion du bruit pour le personnel et diversifiant les ambiances ;
 - En adaptant l'environnement numérique au besoin pédagogique ;
 - Par une refonte des flux favorisant les interactions entre les usagers et publics externes, avec l'identification d'une zone accessible sur horaire élargi.
- ➔ **Le Learning Center est à concevoir comme un « cœur de campus », véritable lieu d'hybridation au sein du campus IMT Mines Albi, permettant d'apprendre partout, tout le temps.**

2 Objet du marché

Le marché est un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet la réalisation de plusieurs missions, études et/ou diagnostics, selon la décomposition suivante :

- ✓ **Lot n°1 : « Contrôle Technique (CT) » de la construction, en application des articles L.125-1 à L.125-6 du Code de la Construction et de l'Habitation**
- ✓ **Lot n°2 : « Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) », niveau 2, en application du Code du Travail (en particulier les articles R. 4532-1 à R. 4532-98)**
- ✓ **Lot n°3 : « Coordination Système de Sécurité Incendie », en application de la norme NFS 61-931**
- ✓ **Lot n°4 : Diagnostics amiante avant travaux, conformément à la norme NFX46-020 et tout autre texte réglementaire en vigueur à la date de consultation**

- ✓ **Lot n°5 : Diagnostic Acoustique**
- ✓ **Lot n°6 : Reconnaissances géotechniques - Ind B**

La description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot.

Réalisation de prestations similaires

Pour l'ensemble des lots, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire du marché des marchés publics pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

La durée pendant laquelle le Maître d'ouvrage pourra conclure de tels marchés, ne pourra excéder trois ans à compter de la notification du marché initial.

3 Intervenants

3.1 Le Maître de l'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Institut Mines-Télécom Albi, situé Campus Jarlard – route de Teillet – 81013 ALBI CEDEX 09.

Il est représenté par le Directeur de l'établissement, M. Lionel LUQUIN, et le Secrétaire Général, M. Nicolas OCCIS.

Utilisateurs

Pour la conception et la réalisation de l'opération, la concertation technique et fonctionnelle avec les futurs utilisateurs et prestataires extérieurs revêt une importance primordiale pour la réalisation des ouvrages et leurs exploitations futures.

3.2 Assistant Maître d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

A2MO Montauban
24 Grand Rue Sapiac
82 000 MONTAUBAN
05 63 20 31 64 -
montauban@a2mo.fr

3.3 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'entreprises représenté par le mandataire :

HARTER Architectes Associés
4 rue de l'Orient
31000 TOULOUSE
agence@harter.fr

4 Délais d'exécution du marché

4.1 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de sa notification au titulaire et arrivera à son terme à la plus tardive des dates d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongé, dont sont tenues les titulaires des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, après admission sans réserve de l'ensemble des prestations prévues au présent marché.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle du marché est 37 mois, au regard du calendrier prévisionnel suivant :

- 15 mois d'études et de passation des marchés de travaux
- 22 mois d'exécution des travaux comprenant 4 phases (compris période de préparation et congés)
- Garantie de parfait achèvement : 12 mois.

4.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations confiées au titulaire sont fixés dans le CCTP de chaque lot.

A défaut de mention de délai d'exécution imposé dans le CCTP, le délai d'exécution de la mission est arrêté avec le titulaire après la notification du marché.

4.3 Prolongation des délais d'exécution

Lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel du présent marché, cette cause fera l'objet d'une demande écrite du titulaire auprès du maître d'ouvrage dans les conditions fixées par l'article 13.3 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-PI) modifié.

En outre, le maître d'ouvrage peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à l'exécution du marché.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

5 Représentation du titulaire

5.1 Personnes physiques habilitées à représenter le titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne au plus tard dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, et de son AMO, pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la (ou les) même(s) personne(s) physique(s) comme interlocuteur(s). Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la ou les personne(s) physique(s) qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci.

5.2 Désignation de suppléants au représentant du titulaire

Si des suppléants ont d'ores et déjà été désignés par le titulaire et acceptés par le maître d'ouvrage dès le début d'exécution du présent marché, le remplacement du représentant du titulaire se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage.

En l'absence de suppléants prévus dès la notification du marché, la nouvelle personne physique chargée par le titulaire de le représenter auprès du maître d'ouvrage doit être acceptée par ce dernier, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée des documents attestant de la compétence de la nouvelle personne physique (CV, diplômes, références, ...) ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouvel interlocuteur. L'accord du maître d'ouvrage sur le nouveau représentant du titulaire doit être impérativement formalisé par une décision écrite du maître d'ouvrage. En l'absence d'accord ou de récusation, le marché du titulaire est suspendu.
- si le maître d'ouvrage récusé le remplaçant proposé, il explicitera les motifs de cette récusation. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 7 jours à compter de la notification de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le précédent représentant, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvel interlocuteur désigné pour le remplacer ou lui succéder.

6 Ordres de service - Modalités des échanges

Le maître d'ouvrage enverra autant que nécessaire des ordres de services au titulaire du marché.

Si le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'ordre de service concerné.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés ; qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les échanges se font par écrit et par tout moyen permettant de conférer une date certaine aux documents. Le prestataire s'engage à assister aux réunions quand il y est convié par le maître d'ouvrage.

La notification du marché vaut Ordre de Service (OS) de démarrage.

Chaque prestation ou ensemble de prestations, réalisé dans le cadre d'une phase, fera l'objet, selon les cas, d'une admission, d'un ajournement, d'une réfaction ou d'un rejet dans les conditions précisées à l'article G RECEPTIONS DES PRESTATIONS du présent CCAP.

7 Sous-traitance

Le titulaire, opérateur unique ou un des co-traitants du groupement, peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Pour le lot n°1, en application de l'article 5 du décret n°99-443 du 28 mai 1999 déjà cité, il est rappelé qu'en matière de sous-traitance, un contrôleur technique ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé.

En complément des dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance, les modalités d'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Dans ce cadre, le titulaire doit transmettre au représentant du maître d'ouvrage une déclaration (NB : il peut être utilisé à cet effet le formulaire DC4 à jour publié sur le site de la DAJ) mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, y compris les modalités de variation des prix (révision, actualisation,) éventuellement applicables ;

Le titulaire doit en outre établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et R. 2193-5 à 8 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité

du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial, les éléments portés aux articles R. 2143-3 à 12 du Code de la commande publique et notamment :

- Son numéro SIREN ou extrait Kbis, et le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire, et le cas échéant la preuve qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public,

Si le sous-traitant est étranger, il doit produire un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion de la commande publique.

- La déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (uniquement s'il n'est pas utilisé le formulaire DC4),

NB : Si le sous-traitant est concerné par l'un des motifs d'exclusion facultatifs visés aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique, il sera fait application des dispositions de l'article L.2141-11 du même code avant d'envisager l'agrément du sous-traitant proposé.

- **Pour le lot n°1**, la copie de l'agrément à l'exercice de la mission de contrôleur technique conformément à l'article L.125-3 du Code de la construction et de l'habitation.
Pour le lot n°2 : L'attestation de compétence du coordonnateur délivrée en application de l'article R.4532-31 du code du travail par un organisme de formation agréé de coordonnateur, en cours de validité et correspondant au niveau de compétence correspondant à la catégorie de l'opération envisagée (opération de catégorie 2).
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du sous-traitant et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet des prestations sous-traitées, portant sur les trois derniers exercices,
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du sous-traitant,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales datant de moins de 6 mois ;

Le sous-traitant établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Les documents visés aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, notamment en ce qui concerne l'emploi de salariés détachés et de salariés étrangers,

Le sous-traitant établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- La ou les attestation(s) d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité,
- Si le sous-traitant doit être inscrit sur un registre professionnel, tout document en justifiant,
- L'ensemble des documents justifiant que la personne qui va signer l'acte spécial de sous-traitance est habilitée à engager le sous-traitant (K-Bis, pouvoirs et délégations, ...).

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des trois parties (maître d'ouvrage, titulaire et sous-traitant), et notifié au titulaire.

En cas de titulaire du présent marché sous forme de groupement d'opérateurs économiques, la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement doit être présentée et signée par le mandataire dudit groupement et le cas échéant le co-traitant qui sous-traite.

Toute modification des prestations sous-traitées et de leur montant doit impérativement donner lieu à la modification de l'acte spécial, conformément aux dispositions de l'article R.2193-8 du Code de la commande publique. A défaut, la modification est inopposable au maître d'ouvrage.

A première demande du maître d'ouvrage, le titulaire lui transmet une copie des contrats de sous-traitance et de leurs éventuels avenants ainsi que le devis détaillé des prestations sous-traitées.

B PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

8 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs éventuels actes modificatifs.

9 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date limite de remise des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, issu de l'arrêté modifié du 30 mars 2021 (CCAG-PI) ;
- L'ensemble des textes réglementaires, normes, CCTG, CCSDTU,.... applicables à chaque mission.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées aux CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser dans les différents chapitres.

Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus du titulaire et comme tels, contractuels.

C PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

10 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

10.1 Forfait de rémunérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire. Ce prix rémunère le titulaire indépendamment des quantités exécutées pour réaliser les prestations objet du marché public.

10.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération, prenant en compte le temps à passer sur le chantier tout au long de l'opération, selon le délai d'exécution de sa mission ;

- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations de l'assistant du maître d'ouvrage.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les déplacements pour les différentes phases, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

A programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation du prix du marché. Ce dernier ne sera pas non plus modifié si le phasage et/ou le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception. En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- À l'établissement des situations, en vue des règlements d'acomptes,
- À la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévus au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

10.3 Travaux modificatifs non imputables au titulaire

Si les travaux modificatifs demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage, conduisent à un dépassement de plus de 10 % du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés de travaux relatifs aux ouvrages soumis à contrôle, le titulaire peut demander un réajustement de son forfait de rémunération, à condition que ces modifications ne soient pas imputables à une négligence du titulaire (exemple : apparition tardive d'un avis défavorable du contrôleur technique,...).

Ce réajustement ne peut pas présenter de caractère d'automatisme. Il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, le montant du forfait corrigé issu de ce réajustement ne peut excéder la valeur maximale donnée par la formule suivante :

$$F_c = F_i \times (0,90 + M_{txsupp}/M_{ti})$$

Dans laquelle :

- F_c : représente le forfait corrigé en euros HT
- F_i : représente le forfait initial en euros HT
- M_{txsupp} : représente le montant total des travaux supplémentaires non imputables au titulaire au sens de l'article E18 du présent CCAP, en euros HT (au mois M_o de référence des prix des marchés de travaux)
- M_{ti} : représente le montant total des marchés de travaux en euros HT (au mois M_o de référence des prix des marchés de travaux).

Le forfait corrigé fait l'objet d'un avenant.

11 Règlement des comptes du titulaire

11.1 Présentation des demandes de paiement

Conformément au Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la transmission des factures au moyen du Portail Chorus Pro est obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entrainera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Ce processus nécessite la saisie, par le titulaire ou le maître d'œuvre, des informations suivantes sur le portail Chorus Pro (<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilIAM.pl>) :

Le N° de SIRET de l'IMT-Mines Albi soit : 180 092 025 00097

Le Code service de Chorus : ALBI_FACTURES_SERVICE_FINANCIER (*attention : ce n'est pas un menu déroulant*)

N° de Marché : 2026/ALB/003M

Outre les mentions légales, la facture portera les éléments suivants :

- numéro du marché et objet,
- noms et adresse des créanciers,
- numéro de compte bancaire ou postal (RIB ou RIP),
- date de l'établissement de la facture,
- montant hors taxe de la prestation exécutée exigible,
- taux et montant de la taxe à la valeur ajoutée,
- montant TTC exigible.



Les paiements sur comptes ouverts dans des établissements de monnaie électronique ne sont, à ce jour, pas autorisés !

11.2 Conditions de règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique en vigueur.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte postal ou bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Les délais maximums de paiement des demandes de paiement sont fixés à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10, R. 2192-10 et R. 2192-11 du Code de la commande publique, et régis par les articles R. 2192-12 à R. 2192-23 et R. 2192-27 à R. 2192-30 du même code.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 10.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être interrompu par l'ordonnateur ou le comptable public dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R. 2192-27 et R. 2192-28 du Code de la commande public. Tout retard de paiement donne lieu au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, conformément aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.3 Avance

Une avance sera versée au titulaire ou au sous-traitant bénéficiant du paiement direct dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique, notamment ses articles R.2191-3 et suivants, et à condition que le titulaire ou le sous-traitant n'ait pas renoncé à son versement.

Il sera fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, s'il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre du groupement, ainsi que leur montant, il leur sera versé la part de l'avance revenant à chacun de ces membres. À défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance sera versée sur le compte du mandataire du groupement qui aura la charge de la répartir entre les membres dudit groupement.

Conformément aux articles R. 2193-20 et R. 2193-21 du Code de la commande publique, si le titulaire du marché a perçu l'avance correspondant au marché, et sous-traite une part des prestations de celle-ci postérieurement au début d'exécution dudit marché, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC du montant toutes taxes comprises des prestations qui sont confiées au titre du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour son remboursement total dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

11.4 Situations Mensuelles - Décomptes mensuels – Acomptes – Décompte définitif

En complément à l'article 11.2 du CCAG-PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet, s'il y a lieu, d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes.

Pour chaque demande de paiement, le titulaire précise le pourcentage des prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

11.4.1 Lot n°1 : Echancier des acomptes

Phase	Exigibilité de l'acompte
PHASE DE CONCEPTION	
Esquisse	Les prestations incluses dans chacune de ces phases seront réglées à : <ul style="list-style-type: none"> - la remise par le titulaire du rapport préalable de contrôle technique : 80% de cet élément de mission - la validation par le maître d'ouvrage du rapport préalable de contrôle technique : 20% de cet élément de mission
AVP	
PRO	Les prestations incluses dans chacune de ces phases seront réglées à : <ul style="list-style-type: none"> - la remise par le titulaire du RICT : 80% de cet élément de mission - la validation par le maître d'ouvrage du RICT : 20% de cet élément de mission
DCE	

PHASE DE CHANTIER (COMPRIS PREPARATION)	
EXE / VISA / DET	Règlement mensuel ou trimestriel au prorata de l'avancement de l'exécution des prestations sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée.
PHASE DE RECEPTION	
AOR	Les prestations incluses dans cette phase seront réglées après remise et admission par le maître d'ouvrage du rapport final de contrôle technique.
PHASE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	
GPA	Les prestations incluses dans cette phase seront réglées à la plus tardive des dates d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongé, dont sont tenues les titulaires des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, après admission sans réserve de l'ensemble des prestations prévues au présent marché.

11.4.2 Lot n°2 : Echancier des acomptes

Phase	Exigibilité de l'acompte
PHASE DE CONCEPTION	
Esquisse	Les prestations incluses dans chacune de ces phases seront réglées à : - la remise par le titulaire du rapport d'analyse du CSPS : 80% de cet élément de mission - la validation par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse du CSPS : 20% de cet élément de mission
AVP	
Analyse PRO / élaboration du DCE	Les prestations incluses dans cette phase seront réglées à : - la remise par le titulaire du rapport d'analyse PRO et des éléments destinés à alimenter le DCE (comprenant PGC, DIUO, plan installation de chantier, règlement intérieur du CISSCT...) : 80% de cet élément de mission - la validation par le maître d'ouvrage des livrables requis : 20% de cet élément de mission
DCE	Les prestations incluses dans cette phase seront réglées à : - la remise par le titulaire du rapport d'analyse DCE et des éléments constitutifs du DCE mis à jour (comprenant PGC, DIUO, plan installation de chantier, règlement intérieur du CISSCT...) : 80% de cet élément de mission - la validation par le maître d'ouvrage des livrables requis : 20% de cet élément de mission
PHASE DE CHANTIER (COMPRIS PREPARATION)	
EXE / VISA / DET	Règlement mensuel ou trimestriel au prorata de l'avancement de l'exécution des prestations sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée.
PHASE DE RECEPTION	
AOR	Les prestations incluses dans cette phase seront réglées après remise et admission par le maître d'ouvrage du DIUO et du dossier de maintenance des lieux de travail.

PHASE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT	
GPA	Les prestations incluses dans cette phase seront réglées à la plus tardive des dates d'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongé, dont sont tenues les titulaires des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, après admission sans réserve de l'ensemble des prestations prévues au présent marché.

11.4.3 Lot n°3 : Echancier des acomptes

PHASE DE CONCEPTION
Les prestations incluses dans chacune de ces phases seront réglées à : <ul style="list-style-type: none"> - la remise par le titulaire de l'élément de mission concerné : 80% de cet élément de mission - la validation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission : 20% de cet élément de mission
PHASE DE CHANTIER (COMPRIS PREPARATION)
Règlement mensuel ou trimestriel au prorata de l'avancement de l'exécution des prestations sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée.
PHASE DE RECEPTION
Les prestations exécutées dans le cadre de cette phase seront réglées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ A la décision de réception du maître d'ouvrage et après transmission du dossier d'identité SSI : 80 % ; ▪ A l'avis favorable de la commission de sécurité : 20 %.

11.4.4 Lots n°4 à 6 : Echancier des acomptes

Il n'y a pas d'acomptes périodiques prévus pour ces missions.

11.5 Solde

Après constatation de l'achèvement total de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde.

11.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

12 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Seules les missions ayant un délai d'exécution supérieur à 2 mois sont concernées par la révision des prix. Les autres sont conclues à prix ferme.

12.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres finales (« mois 0 »).

12.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie - 001711010**.

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

12.3 Révision des prix

Les missions dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois sont conclues à prix révisables.

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule suivante :

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois 0 et au mois M correspondant au dernier indice connu à la date de dépôt de la demande de paiement (que l'indice soit provisoire ou définitif).

Pour le calcul des révisions le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

13 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

En cas de groupement titulaire du présent marché, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans les documents du marché.

Pour les prestations sous-traitées, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct. A cette fin, le titulaire joint à la demande de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un co-traitant d'un groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

D ASSURANCES AVANT ET APRES TRAVAUX

13.1 Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile, destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile professionnelle, en vertu des articles 1240 à 1242 du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel du titulaire, soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de

sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

13.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant leur responsabilité décennale visée aux articles 1792 et suivants du Code civil, conformément aux articles L. 241-1 et L. 241-2, L. 243-2 à L. 243-9 du Code des assurances.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par les dispositions citées à l'alinéa précédent et par l'annexe I de l'article A-243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Conformément à l'article 39.1 du CCAG-PI, le défaut d'attestation d'assurance peut conduire à la résiliation du marché au torts du titulaire.

E PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Les pénalités décrites ci-dessous viennent en dérogation à l'article 14 du CCAG-PI.

En cas de défaillance du titulaire pour des prestations non conformes au présent marché ou de tout manquement aux obligations contractuelles de la part du titulaire, il pourra faire l'objet de pénalités, décrites ci-dessous cumulables entre elles, applicables de plein droit après constatation du retard, le cas échéant sans mise en œuvre du principe du contradictoire, ni mise en demeure préalable.

Toutes les réfections et les pénalités ainsi que le montant des dommages, débours ou dépenses résultant ou à résulter de l'application des mesures coercitives, seront imputés en premier lieu sur les sommes qui sont dues au titulaire par réfaction sur les factures émises ou à défaut par titre de recette.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne dispense pas celui-ci d'exécuter la prestation définie au présent marché.

L'application des pénalités ci-dessous n'exonère pas le titulaire de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité administrative, civile ou pénale serait engagée.

Les montants des pénalités n'entrent pas dans le champ de la TVA.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30% du montant du marché.

14 Pénalités pour défaut d'assurance

En cas de retard dans la remise des attestations d'assurance du titulaire, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à 50 € par jour calendaire de retard et par attestation manquante.

En cas de remise d'attestation d'assurance non conforme aux prescriptions du présent marché, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à 50 € par jour calendaire de retard et par attestation non conforme. Le retard sera compté à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure préalable.

15 Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué

Selon le lot concerné, le titulaire doit être présent aux réunions dans les conditions prévues au CCTP.

Un mail du Maître d'Ouvrage et /ou de l'Assistant du Maître d'Ouvrage et/ou les PV de réunions des maîtrises ainsi qu'une demande par mail du MOE valent convocation du titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence non excusée par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant du Maître d'Ouvrage du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants conviés à réunion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200 euros ou, en cas de retard, à 50 euros par heure de retard.

16 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément aux délais fixés dans les documents du marché ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage dans les délais impartis dans la demande, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. De plus, la remise de documents manifestement incomplets et/ou erronés pourra être considérée comme une absence de remise sur la base d'un simple constat par le représentant du maître d'ouvrage.

Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date d'expiration du délai imparti.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 300 euros.

En cas de retard dans la diffusion des avis suite aux visites de chantier, le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 50€ par jour de retard par rapport au constat de l'ouvrage sujet à un avis suspendu ou défavorable.

17 Manquements du titulaire non visés par une pénalité spécifique

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de sanctionner tout manquement du titulaire non visé par les pénalités mentionnées aux articles 13 à 16 du présent CCAP.

Pour les manquements du titulaire aux conséquences irréversibles, une pénalité forfaitaire de 500 € pourra être appliquée pour chaque occurrence de manquement, sans mise en demeure préalable.

Pour les manquements auxquels le titulaire est tenu de remédier, une pénalité de 50 € par jour de retard pourra être appliquée, à compter de la date où le manquement est constaté, sans mise en demeure préalable.

18 Lot n°1 et 2 : Travaux supplémentaires imputables au titulaire

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le titulaire en cours d'exécution des travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au titulaire »,

Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables au titulaire (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

$$\text{Ecart} = \text{Mtxsuppct} / \text{Mtx}$$

Dans laquelle :

- Mtxsuppct : représente le montant total des travaux supplémentaires imputables au titulaire, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)
- Mtx : représente le montant total des marchés de travaux, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux), éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires par application des dispositions de l'article C9.3 du présent CCAP.

Dans le cadre de notre opération, la valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.5%

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté Ecart est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le titulaire subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

- Si Ecart < ou = Eo, le titulaire perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.
- Si Ecart > Eo, le titulaire subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$$R = 10 \times Fi \times (\text{Ecart} - Eo)$$

Dans laquelle Fi représente le forfait initial de rémunération du titulaire en euros HT.

La réfaction est notifiée au titulaire par ordre de service.

Les dispositions concernant la réfaction sur la rémunération du titulaire ne sont applicables que si les éléments remis à ce dernier en fin de phase de conception sont suffisants pour lui permettre d'établir un rapport de fin de phase de conception complet.

Sera considéré comme suffisant (sauf avis contraire circonstancié du titulaire), tout dossier dont le contenu sera au moins celui d'une étude de projet au sens de l'article D.2171-10 du Code de la Commande Publique.

F RETENUE DE GARANTIE

Sans objet

G ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations des vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI.

H DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

19 Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD), ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

20 Traitement des données par le maitre d'ouvrage

Le maitre d'ouvrage est susceptible de procéder à un traitement des données personnelles du titulaire pour le suivi et la gestion de la passation et de l'exécution du marché public. Ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle il est soumis (art. 6.1.c du RGPD) en application des articles R. 2184-12 et R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Les données sont conservées 10 ans et sont uniquement destinées aux services du maitre d'ouvrage en charge du suivi et de la gestion de la passation et de l'exécution des marchés publics, ainsi qu'au comptable public assignataire.

Au terme de ce délai, le maitre d'ouvrage s'engage à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le titulaire peut accéder aux données le concernant, les faire rectifier ou en faire cesser l'utilisation en exerçant votre demande auprès du délégué à la protection des données désigné par le maitre d'ouvrage.

Si le titulaire estime que le traitement de ses données à caractère personnel constitue une violation de la réglementation, il peut introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

21 Traitement des données par le titulaire et ses sous-traitants éventuels

Le titulaire ne peut procéder au traitement des données personnelles afférentes au maitre d'ouvrage, ou aux autres intervenants à l'opération, que si ce traitement est nécessaire à l'exécution du marché auquel le titulaire et le maitre d'ouvrage sont parties ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande des parties (art.6.1.b du RGPD) ou si ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le titulaire est soumis (art. 6.1.c du RGPD).

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des informations, documents ou éléments à caractère personnel ou confidentiel ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en bénéficier.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'engage à informer ses sous-traitants et fournisseurs des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent pour l'exécution du marché. Il s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants et fournisseurs qui doivent respecter des garanties identiques.

Chaque titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché, avec l'accord préalable du Maître d'ouvrage,
- Ne pas utiliser les documents et informations à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physique ou morale,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,
- Prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché,
- Prendre toutes les mesures techniques nécessaires visant à détecter la violation de données personnelles et à en informer le Maître d'ouvrage dans un délai le plus court possible.

Le titulaire n'est pas autorisé à transférer des données vers un pays tiers à l'Union Européenne, sauf s'il s'agit d'un des pays figurant sur la liste établie par la CNIL et dont le niveau de protection des données est comparable (<https://www.cnil.fr/fr/transférer-des-données-hors-de-lue>), sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Au terme normal ou anticipé du marché, et conformément à la durée légale de conservation des documents, le titulaire s'engage en outre à :

- Procéder sans délai à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, et en justifier par écrit,
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités à convenir d'un commun accord avec le maître d'ouvrage, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Notification des failles de sécurité :

En cas de faille de sécurité avérée et décelée par le titulaire et/ou ses sous-traitants, ceux-ci s'engagent à en avertir sans délai le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage a l'obligation de notifier à la CNIL, en sa qualité d'autorité de contrôle toute faille de sécurité, dans les 72 h suivantes la découverte de la violation, ainsi que de la déclarer sans délai auprès de l'Agence du numérique en santé (ANS).

Le titulaire devra détailler l'ensemble des mesures de sécurité prises pour contenir la faille et l'atténuer. Il donnera une évaluation des risques associés à la violation et le plan de prévention pour prévenir d'autres failles potentielles.

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à collaborer pleinement afin de répondre dans les délais légaux aux sollicitations de personnes concernées ou de ou des autorité(s) de contrôle.

Sanctions :

En cas de non-respect de ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra notamment être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-17 du Code pénal.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage pourra également prononcer la résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire, sans indemnité.

22 Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Les clauses du présent marché pourront être réexaminées dans les conditions suivantes :

- En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.
- Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :
 - o des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
 - o des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché. Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.
- Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le maître d'ouvrage peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du maître d'ouvrage est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve un droit de revue des pénalités applicables. Il est convenu que cette modification relève de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

En cas d'évolutions importantes de la législation ou de la réglementation en vigueur, notamment de la législation fiscale (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...), d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, ces évolutions seront automatiquement intégrées au marché. La formalisation par avenant ne sera pas dans ces cas exigée. Les titulaires s'engagent à accepter cette évolution dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

I ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché public à l'issue de chacune des phases et éléments de mission du prestataire définies au présent CCAP et CCTP.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Le marché public est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

J DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION

Le cas échéant le marché pourra être résilié dans les conditions et selon les modalités mentionnées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Pour le lot n°1, en complément de ces dispositions, il est précisé qu'en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié de plein droit et sans indemnité.

K REGLEMENT DES LITIGES

En aucun cas, les contestations qui pourraient survenir entre le maître d'ouvrage et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme constituant une cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations objet du présent marché.

Il est fait application de l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Toulouse.

L DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Prestations Intellectuelles, il est précisé que toute dérogation contenue dans les documents de la consultation est applicable même si elle n'est pas récapitulée dans cet article.

Les dérogations au CCAG PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Article du CCAP	Déroge à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles
A4.2	3.4.3
B	4.1
C10.5	11.7
E	14